

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** Marcade

**Prénom :** Alain

**Institution ou entreprise :**

**Axe(s) :**

- Quelle voie pour une économie soutenable ?

**Intitulé de votre contribution :** Remettre la production électronucléaire au centre de notre développement économique

**Résumé de votre contribution :**

La France dispose d'un atout considérable, avec la maîtrise de la production d'électricité à partir du nucléaire. Elle est en train de tout perdre en gaspillant l'argent public à développer du solaire et de l'éolien, qui ne présentent que des inconvénients : sous l'angle économique (coût des aides et des externalités, valeur économique qui décroît avec leur % d'insertion), stratégique (matériels importés, notamment de Chine), technique (risque de blackout dû à l'intermittence, aucune garantie de disponibilité à la pointe de consommation). Il faut donc réécrire la LTECV en développant l'atout national que représente le nucléaire, avant d'en perdre la maîtrise au profit de puissances étrangères.

## Contribution concernant un développement soutenable de notre économie à partir d'une énergie propre (décarbonée) fiable abondante et bon marché

Les citoyens aspirent à disposer d'un **pouvoir d'achat** confortable pour pouvoir vivre sans privations, voyager et se cultiver.

Il faut également **réduire notre dette** qui menace notre futur immédiat (une crise peut la conduire à dépasser un seuil de solvabilité) et celui de nos enfants qui devront la rembourser.

Il faut pour cela que la richesse nationale, fruit des efforts de tous, mesurée par le **PIB**, soit suffisante et fluctue peu en fonction de la conjoncture, pour éviter de nouvelles crises, et qu'elle croisse avec les progrès technologiques.

Or le PIB est intimement corrélé à la **consommation énergétique**, qu'il s'agisse de la production de biens matériels (dont ceux issus de l'industrie et des PME) que des services (le numérique notamment étant de plus en plus consommateur d'énergie électrique).

Et cette énergie, pour des questions tant écologiques (nécessité de supprimer les émissions de CO<sub>2</sub>) que techniques et stratégiques (indépendance de sa fourniture par rapport aux pays étrangers) sera de plus en plus **électrique**.

**La loi dite de Transition Energétique et son application via la PPE** a été implicitement fondée sur **l'abandon du nucléaire au profit d'énergies dites renouvelables**, d'origine solaire et éolienne en grande partie. C'est une erreur stratégique, provoquée par le manque de connaissances scientifiques de nos dirigeants et leur faible écoute de ceux qui en ont, par une idéologie Verte à la mode dans l'UE, et par des ententes politiques peu avouables au moment des élections.

En effet ces énergies ne présentent aucun avantage :

- *elles sont chères* si on tient compte des subventions dont elles bénéficient, directe ou indirectes (adaptation coûteuse du réseau, impact sur les autres énergies pilotables qui doivent assurer la régulation de l'équilibre instantané offre/demande) et qui ne sont plus supportables vu l'état de nos finances d'après crise sanitaire
- les machines qui les produisent (éoliennes et panneaux PV) sont *totalelement importées*
- *elles sont "invasives"*, leur faible développement actuel (6 % de l'électricité produite) posant déjà des problèmes d'acceptabilité
- *leur intermittence les limite à 30 %* dans le mix, sous peine d'instabilité rédhibitoire
- cet intermittence ne garantit pas leur disponibilité notamment lors des pics de consommation hivernale, d'où la nécessité de développer des *secours pilotables en parallèle* (nucléaire en France, charbon en Allemagne)
- sur le plan économique, plusieurs études (cf. Finon/Lévêque) montrent que leur valeur économique décroît avec leur % d'insertion dans un mix de production, au point que ce **mix peine à rester rentable avec 15 % de ces énergies et ne l'est plus du tout à 30 %**. L'ADEME triche quand elle affirme le contraire sans dire explicitement qu'il faudrait que les consommateurs s'adaptent aux variations aléatoires de leur production pour les rendre acceptables, ce qui est totalement utopique.
- des technologies de stockage de masse pourraient permettre d'envisager de revoir une partie de ces inconvénients (mais sûrement pas le coût de l'électricité qui en serait majoré !), l'ennui étant que ces technologies n'existent pas à l'heure actuelle et qu'il serait très imprudent de miser sur elles en développant massivement solaire et éolien.

A l'inverse, le nucléaire ne présente aucun de ces inconvénients.

Le coût du nucléaire de 3<sup>ème</sup> génération (EPR 2) devrait amener autour de 70 €/MWh le coût de l'électricité, mais c'est pour disposer d'une énergie très sûre et d'un coût qui reste raisonnable.

La 4<sup>ème</sup> génération (réacteurs surgénérateurs) qui suivra a pour but de ne pas aggraver le bilan économique en améliorant grandement le problème des réserves en combustibles (passage de 100 à 1000 ans) et des déchets : c'est une erreur d'avoir interrompu le développement d'un prototype.

**Ces considérations conduisent à recommander de réécrire d'une manière réaliste la LTECV en remettant le nucléaire au centre de notre développement économique, et en supprimant immédiatement les subventions au solaire et à l'éolien qui sont, dans notre pays qui maîtrise le nucléaire, totalement inutiles.**